

JOURNAL duDROITdesJEUNES

Articles

- 1 Éditorial : L'état des relations au sein des écoles, par *Benoît Van Keirsbilck*
- 3 **Tribune:** quatre raisons pour ne pas interdire le port du voile intégral,

par Cécile Laborde

- 4 Le Forum international des travailleurs sociaux de rue souffle un air frais au Parlement européen,
 - par Charlotte Maisin
- 5 Pour un statut européen des travailleurs de rue!, par *Charlotte Maisin*
- 7 Faut-il systématiquement inviter l'enfant à être entendu par le juge dans les séparations parentales débattues en justice, par *Olivier Limet*
- **18** Hébergement égalitaire et droits de l'enfant. Cadre légal et pratiques,

par Lise-Laura Mattern

25 Séparation des parents et droits de l'enfant. Enjeux psychologiques,

par Lise-Laura Mattern

Documents

- 30 Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse. Avis 105/09. Demande d'avis de la Commission de déontologie par la Commission d'agrément
- **31** Conseil consultatif de procureurs européens (CCPE) avis n° 5. Déclaration de Erevan Le ministère public et la justice des mineurs

Travaux parlementaires

- 34 Interpellations jointes de M. Jean-Claude Maene et Damien Yzerbyt. Le Rapport de la Fondation Roi Baudouin consacré aux priorités dans les réponses à la délinquance juvénile
- **34** Question de M. Pierre Migisha à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. Soutien aux familles d'accueil et aux familles d'origine d'enfants placés en famille d'accueil
- 36 Question de M. Serdar Kilic à Mme Marie-Dominique Simonet, ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale. Nombre d'exclusions dans les écoles et question de Mme Barbara Trachte à Mme Marie-Dominique Simonet, ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale. La problématique de l'exclusion définitive d'élèves d'établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française
- **39** Question de M. Marc Elsen à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. Placement en institutions fermées des jeunes ayant commis des faits qualifiés infractions et alternatives à l'enfermement

- **40** Question de M. Damien Yzerbyt à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. Le manque de moyen au sein des SAJ-SPJ
- 42 Question de M. Marc Elsen à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. Prise en charge des mineurs délinquants souffrant de troubles psychiatriques

Jurisprudence

Bruxelles (chambre jeunesse) – 14 août 2008

Formule d'hébergement – Continuité – Refus hébergement égalitaire – Déménagement – Climat conflictuel

43

Bruxelles (chambre jeunesse) - 21 mai 2008

Formule d'hébergement – Continuité – Investigation – Refus d'hébergement égalitaire – Climat conflictuel

43

Liège (16ème chambre) – 8 mai 2008

Formule d'hébergement – Liste des contre-indications à l'hébergement égalitaire n'est qu'exemplative – Refus d'hébergement égalitaire – Climat conflictuel – Continuité

43

44

Trib. Jeun. Nivelles – 28 novembre 2007

Formule d'hébergement – Audition de l'enfant – Adolescent – Refus d'hébergement égalitaire

Bruxelles (chambre jeunesse) – 22 mai 2007

Formule d'hébergement – Hébergement égalitaire ne peut être imposé si aucun des parents ne le demande – Intérêt de l'enfant – Intérêt des parents

44

Bruxelles (chambre jeunesse) – 27 juin 2006

Formule d'hébergement – Application remarquable du critère de continuité – Refus hébergement égalitaire

44

Cour européenne des droits de l'homme (4ème sect.) – 28 septembre 2010

Obligation alimentaire – Parents pour les enfants – Parent séparé qui n'a pas la garde des enfants – Fixation du montant – Nouvelle relation – Calcul différent selon qu'elle est hétéro- ou homosexuelle – Applicabilité de l'art. 1^{er} du Premier protocole additionnel – Violation de l'art. 14 de la Convention

45

Cour européenne des droits de l'homme (gr. ch.) – 2 novembre 2010

Pension de survie – Mariage religieux sans mariage civil – Mariage civil seul reconnu par la loi – Pas de discrimination selon l'état matrimonial – Pas de violation du droit à la vie familiale

45

Bruxelles (3ème ch.) – 28 avril 2009

Obligation alimentaire – Allocation d'entretien à charge du père poursuivi – Preuve de la présomption de paternité – Par toute voie de droit – Prescription de 5 ans – Intervalle de plusieurs années avant la demande – Irrelevant